Mémoire présenté à la Commission spéciale sur la Loi électorale

Lévis, le 9 février 2006

Mes respects à toute l'assistance ici présente.

Une boutade, qui contient, je crois, beaucoup de vérité, veut que la démocratie ça ne soit pas « ferme ta gueule » mais plutôt « cause toujours ».

Je viens donc causer avec vous et présenter mon opinion, que vous avez dite fondamentale, sur la modification du mode de scrutin telle que proposée par l'avant-projet de loi.

Il est cependant un moment où la voie démocratique cesse d'être une causerie, prend tout son poids et c'est au moment de la tenue d'un scrutin électoral. Ce moment fondamental en démocratie doit être sauvegardé et mis à l'abri de tout changement qui pourrait s'apparenter à une arnaque.

L'actuel mode de mode de scrutin doit-il être changé pour y introduire des éléments de proportionnalité permettant une meilleure expression de la diversité des opinions, une meilleure représentation des femmes, historiquement sous représentées, ainsi que des minorités visibles ou idéologiques ? (1)

Qui s'y opposerait dans une société démocratique avancée comme celle du Québec ? Les élections devraient-elles être à date fixe ? Se tenir électroniquement ou le dimanche plutôt que le lundi ? Voilà quelques-unes des belles questions soulevées par l'avant-projet et méritant de nobles débats.

Vous me permettrez cependant de ne pas aborder devant vous toutes ces questions qui, selon moi, emballent et dissimulent la pilule empoisonnée que contient l'avant-projet de loi ici proposé.

Je veux donc aller plutôt à ce qui me semble l'essentiel : dénoncer l'utilisation d'un vertueux concept (la proportionnalité) pour en faire un outil de confiscation du pouvoir.

Mais avant même d'aller plus avant dans ma démonstration sur la nocivité de la proportionnelle mixte compensatoire telle que proposée dans l'avant-projet, je voudrais rappeler qu'il serait tout à fait inacceptable qu'une telle modification à la loi électorale puisse être adoptée sans le consentement de tous les partis politiques. La règle du consensus en matière de modification de la Loi électorale, règle dont le parti ministériel a d'ailleurs exigé et obtenu le respect contre le projet d'établissement d'une carte d'électeur en 1995, ne saurait être écartée. Ainsi, les remarques qui suivront à propos de l'avant-projet ne devront pas être perçues comme pouvant rendre concevable l'inconcevable; elles n'auront pour but que d'expliquer pourquoi, à mes yeux, tout consentement à cette réforme, telle que présentement libellée, doit être refusé.

Après avoir fait des projections à partir des scrutins passés, des experts nous ont alertés: le « compensatoire régional », pudiquement appelé « de district », conduirait à la réélection répétitive du parti politique qui propose l'actuel projet de réforme, ce qui donnerait un résultat absolument incompatible avec une saine démocratie.

Ce qui est proposé ici dans l'avant-projet de loi, ce n'est pas de la proportionnalité, c'en est même plutôt l'inverse en ce que cela aurait plutôt effet de donner, lors des élections, non pas une compensation mais bien une surcompensation du vote concentré régionalement.

Dans des élections qui seraient tenues à la proportionnelle mixte compensatoire de district, celle proposée par l'avant-projet de loi, les votes non différenciés, quasi unanimes, concentrés dans certains districts en viendraient à compter presque double, permettant ainsi que soient raflés dans ces districts tant les sièges de circonscription que les sièges de compensation. Voilà l'arnaque.

Les auteurs de l'avant-projet ont-ils vu cet effet de leur réforme et est-ce intentionnel ? De toute façon, nous sommes devant un projet partisan qui ne saurait avoir l'assentiment des autres partis.

Dans un référendum, qui est une sorte de scrutin à la proportionnelle intégrale, tous les votes, même concentrés régionalement, comptent et obtiennent tout leur poids démocratique.

De même, dans une élection pour laquelle serait utilisée une proportionnelle intégrale où tout le territoire du Québec formerait une seule et unique circonscription ou encore dans une élection où serait utilisée une proportionnelle mixte dans laquelle la portion compensatoire serait répartie « sur le plan national », pour reprendre les termes du cahier d'information, ces deux modes pourraient être acceptables, mais pas le mode compensatoire régional ici proposé. Mieux vaudrait encore le statu quo.

Mais pourquoi le Québec, société démocratique moderne, avancée, souvent à l'avant-garde des changements au Canada sinon en Amérique du Nord et qui a déjà introduit une réforme admirée en matière de financement des partis politiques, pourquoi ce Québec ne pourrait-il pas adopter n'importe laquelle formule de proportionnalité ?

Parce que le Québec est, là encore, une société distincte de toutes les sociétés démocratiques nord-américaines ! Parce que le Québec est une société démocratique tout à fait atypique !

Pourquoi ? Parce que le Québec contient en son sein un important groupe de citoyens, concentré surtout dans quelques « districts », qui ne fait pas ses choix électoraux de la façon typique en démocratie et que la réforme du mode de scrutin proposée permettrait de profiter à fond de ce phénomène d'exceptionnelle concentration régionale du vote.

Entendez-moi bien là-dessus : Les citoyens de ce groupe ont le droit strict et non contesté d'exercer leur droit de vote comme ils l'entendent, selon la compréhension qu'ils se font de leurs intérêts, mais les conséquences de la concentration régionale de leur vote quasi unanime ne doivent pas être corrigées, compensées, aux dépens des autres Québécois qui eux exercent leur droit de vote de façon différenciée, votant bleu, rouge, vert, jaune, à droite, à gauche, au centre et à l'extrême centre... comme on le voit dans les démocraties typiques.

Pour qualifier le projet de réforme proposé par le gouvernement, j'ai utilisé tantôt l'expression « pilule empoisonnée » et j'ai parlé de l'existence d'un phénomène de concentration du vote qui entrave le fonctionnement démocratique normal.

Ces propos ont peut-être paru à certains comme le fruit d'un délire paranoïde et pour d'autres un propos politiquement incorrect, puisqu'il est tabou de dire et même de s'apercevoir qu'une portion de la population vote, à répétition, d'une façon quasi unanime, population qui, avec le même esprit de corps, s'est pareillement assez récemment dissociée d'une structure municipale unifiée (une Île une Ville).

Cependant, je l'ai dit, ces votants ont le droit strict de s'exprimer ainsi, mais, je le répète, le parti ministériel ne doit pas s'appuyer sur ce phénomène pour concocter un système de scrutin à la proportionnelle qui lui permettrait de confisquer par là le pouvoir parlementaire

Je me permets d'ailleurs de mettre en garde le parti gouvernemental contre l'adoption du projet conçu par Me. Massicotte.

Après d'éventuelles confiscations du pouvoir par l'utilisation de la mécanique ici projetée, (application moderne du vieux principe « diviser pour régner »), le parti ministériel risquerait de pousser la majorité francophone à adopter à son tour, par réaction, le vote ethnocentrique. Si les francophones allaient approcher les proportions de plus de 90% du vote exprimé pour un même parti, alors même la proportionnelle ici concoctée ne pourrait sauver l'ordre constitutionnel Canadien, l'objectif premier poursuivi par lui.

Le parti ministériel n'a pas intérêt politique à risquer de réveiller le chat qui dort.

En somme, à cet avant-projet de loi, je crois fermement qu'il faut dire « non merci », « mon non est démocrate québécois », « la sépa ration en 2 solitudes, c'est non ».

Rémi Bourgoin
Saint-Antoine-de-Tilly

(1) Je suis de ceux qui pensent que la représentation adéquate des femmes ou des minorités dans un Parlement est fonction de l'état d'avancement d'une Société plutôt que de son mode de scrutin. Les pays Scandinaves, les États du Vermont et de la Californie ainsi que le Québec, au scrutin uninominal à un tour, en sont des exemples probants.